

LA CHAUX-DE-FONDS PATINOIRE DES MELEZES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

**Appel d'offres pour pool pluridisciplinaire
ingénieurs chauffage, froid, ventilation,
climatisation, sanitaire et électricité, en
procédure ouverte, soumis à l'AIMP et aux
accords internationaux**

A compléter par le(s) candidat(s):

Noms des bureaux associés pour la présente offre :

Noms et prénoms des personnes responsables de l'offre :

Pilote du groupement :

Adresses complètes :

Téléphones :

Adresses électroniques (e-mail) :

Date :

Signature(s) * : _____

Signature(s) * : _____

* Tous les membres d'un consortium ou d'un pool de mandataires doivent signer le présent document. En signant le présent document, le candidat s'engage également sur le contenu de toutes les annexes.

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION	5
2. CONTEXTE	5
3. OBJECTIF DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE	5
3.1. Objectif général	5
3.2. Situation du projet	6
3.3. Eléments principaux du programme du projet pour l'ingénieur CVSE selon la SIA 108	6
3.4. Règlementation	6
3.5. Concept énergétique et développement durable	7
3.6. Contraintes ou données générales du projet	7
4. ORGANISATION	8
4.1. Désignation du Maître d'Ouvrage	8
4.2. Désignation de l'organisateur	8
5. PROCEDURE ET CONDITIONS DE PARTICIPATION	9
5.1. Type de procédure et aptitudes requises	9
5.2. Calendrier intentionnel de la procédure	10
5.3. Conditions de participation	10
5.4. Modalité de remise des dossiers de candidature	10
5.5. Preuves et attestation à fournir par les parties composant la candidature	11
5.6. Présentation de l'Offre	12
5.7. Recevabilité du dossier de candidature	13
5.8. Emolument	13
5.9. Motifs d'exclusion	13
5.10. Conflit d'intérêts et récusation	14
5.11. Bureaux pré-impliqués et confidentialité	14
5.12. Confidentialité	14
5.13. Indemnisation	14
5.14. Association	15
5.15. Montant déterminant	15
5.16. Montant de l'offre financière	15
5.17. Nombre d'offre admise	16
5.18. Offres partielles	16
5.19. Propriété et confidentialité des documents et informations	16
5.20. Durée de validité de l'offre	16
5.21. Variante	17
5.22. Marché divisé en lots	17
5.23. Devise monétaire	17
5.24. Taxe sur la valeur ajoutée	17
5.25. Langue officielle de la procédure	17
6. EXIGENCES ADMINISTRATIVE DE LA PROCEDURE	18
6.1. Bases légales	18
6.2. Engagement de l'adjudicateur	18
6.3. Inscription à la procédure	18
6.4. Calendrier des phases principales de la procédure	18
6.5. Visite du site d'exécution	19
6.6. Délai pour poser des questions	19
6.7. Ouverture des offres	19
6.8. Contrôle de conformité	20
6.9. Clarification des offres / Audition des candidats	20

6.10.	Evaluation des offres	20
6.11.	Critères d'évaluation des dossiers de candidature	21
6.12.	Barème des notes	22
6.13.	Notation du prix	22
6.14.	Notation des heures de travail	23
6.15.	Modifications de l'offre	23
6.16.	Modification du cahier des charges par l'adjudicateur	23
6.17.	Interdiction des négociations	24
6.18.	Contrôle et explications de l'offre	24
6.19.	Décision d'adjudication	24
6.20.	Renseignements relatifs à la décision d'adjudication	24
6.21.	Voies de recours	25
6.22.	Litiges et for juridique	25
6.23.	Conclusion du contrat suite à la décision d'adjudication	25
6.24.	Début des prestations	25
6.25.	Modalités de paiement	26
6.26.	Révocation de l'adjudication	26
6.27.	Interruption, répétition et renouvellement de la procédure	26
7.	ENGAGEMENTS DES PARTIES COMPOSANT LA CANDIDATURE	26

ANNEXES LIEES AUX ELEMENTS D'APPRECIATION DE LA CANDIDATURE

(à télécharger sur le site www.simap.ch, page cantonale, sous la rubrique « Guide romand », chapitre « Annexes », et à retourner complétées à l'adjudicateur dans le même délai que le dossier de candidature)

- ☐ Annexe P1 (engagement sur l'honneur)
- ☐ Annexe P4 (caractéristiques du candidat ou du soumissionnaire)
- ☐ Annexe P5 (garanties financières et d'assurances)
- ☐ Annexe P6 (engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes)
- ☐ Annexe P7 (respect des conditions de travail internationales)
- ☐ Annexe Q1 (organisation qualité du soumissionnaire pour satisfaire les exigences du client)
- ☐ Annexe Q2 (organisation interne du soumissionnaire, sous la forme d'un organigramme structurel d'entreprise)
- ☐ Annexe Q6 (liste de références de services liés à la construction)
- ☐ Annexe R1 (montant de l'offre en rapport avec le cahier des charges)
- ☐ Annexe R8 (répartition des tâches et des responsabilités pour l'exécution du marché)
- ☐ Annexe R9 (qualifications des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché)
- ☐ Annexe R6 (nombre, planification et disponibilité des moyens et des ressources pour l'exécution du marché)
- ☐ Annexe R13 (qualités et adéquation des solutions techniques proposées pour l'exécution du marché)
- ☐ Annexe R14 (degré de compréhension du cahier des charges et des prestations à exécuter)

AUTRES ANNEXES REMISES À CHAQUE CANDIDAT :

- ☐ Planning générique jusqu'à l'achèvement des travaux
- ☐ Plans de base et zonage (réf. identique pour plan de base et plan de zonage mais documents distincts)
 - PLAN niveau 0, plan N° 844-100-00, échelle 1:200, du 24.09.2015
 - PLAN niveau 1, plan N° 844-100-01, échelle 1:200, du 24.09.2015
 - PLAN niveau 2, plan N° 844-100-02, échelle 1:200, du 24.09.2015
 - PLAN niveau 3, plan N° 844-100-03, échelle 1:200, du 24.09.2015
 - PLAN façades, plan N° 844-100-04, échelle 1:200, du 24.09.2015
 - PLAN COUPES A-A ET B-B, plan N° 844-100-05, échelle 1:200, du 24.09.2015
- ☐ Plan des conduites enterrées, plans n°1248-1_K_U1_ERD
- ☐ Etude de faisabilité du 07.01.2016,
- ☐ Annexe n°1 (Cahier des charges général)
- ☐ Annexe n°2 (Complément au cahier des charges général - besoins techniques spécifiques)
- ☐ Annexe n°3 (Limite des prestations Ingénieurs CVSE)

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

www.simap.ch (Loi et règlement/ordonnance cantonaux d'application sur les marchés publics)

1. INTRODUCTION

Construite en 1953 et inaugurée le 6 décembre de cette même année, la première patinoire artificielle des Mélèzes est depuis restée un lieu phare de la vie locale, voire nationale.

Elle a, par la suite, bénéficié d'optimisations régulières, entre autres sa transformation en patinoire couverte en 1969.

Elle et sa petite sœur, piste extérieure dont la construction a été réalisée en 1987, ont accueilli nombre de hockeyeurs, de patineurs artistiques, de familles et d'enfants à l'occasion d'événements d'envergure et/ou d'activités diverses. Les différents utilisateurs que sont les clubs, les écoles ou encore la population y sont très attachés et son utilisation n'a cessé d'augmenter au fil des saisons et de l'évolution démographique régionale.

Même si ce complexe sportif a pu bénéficier d'adaptations ponctuelles, voire de réalisations nouvelles, et d'un entretien régulier, il est aujourd'hui nécessaire d'envisager une rénovation globale afin de pouvoir non seulement répondre aux besoins de la population actuelle, soit l'augmentation de son exploitation, mais également de pouvoir poursuivre son utilisation dans des conditions optimales tant au niveau de son fonctionnement que de sa maintenance.

En 2016, une première étude, incluant un état des lieux de l'existant ainsi qu'une proposition de faisabilité, impliquant un bureau d'architecte ainsi que des mandataires, a été effectuée. Toutefois, à l'époque, il a été décidé de ne pas aller de l'avant. Le mandat précédemment octroyé par la Commune aux mandataires concernés est donc terminé et aucun engagement lié à ce mandat ne court actuellement avec les membres des bureaux d'études.

Sous l'impulsion donnée à l'occasion du 100^e anniversaire du Hockey Club La Chaux-de-Fonds en 2019 et des études réalisées, confortant la nécessité d'entreprendre des travaux à court terme, il a été décidé de reprendre le dossier dans une vision d'avenir.

2. CONTEXTE

Les patinoires font partie intégrante du centre sportif des Mélèzes avec l'ensemble des installations de la piscine. Au nord, elles sont en limite paysagère avec le parc Gallet, les alentours sont marqués par des bâtiments datant de la deuxième partie du XX^{ème} siècle.

L'accès se fait par la rue de la Reuse et le site est desservi par un arrêt de bus devant le bâtiment principal. La gare quant à elle se situe dans un rayon de 450m, ce qui confère à la patinoire non seulement une situation mais également une accessibilité privilégiée.

3. OBJECTIF DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

3.1. Objectif général

Les principaux axes de rénovation seront focalisés sur la création d'un site d'envergure régionale et cantonale. Ceci se traduit par la volonté de la Ville de La Chaux-de-Fonds de faire reconnaître la patinoire des Mélèzes comme un centre régional des sports de glace, qui bénéficiera de toutes les infrastructures nécessaires tant à la formation des futurs espoirs, à la pratique du sport d'élite, qu'à l'usage du public.

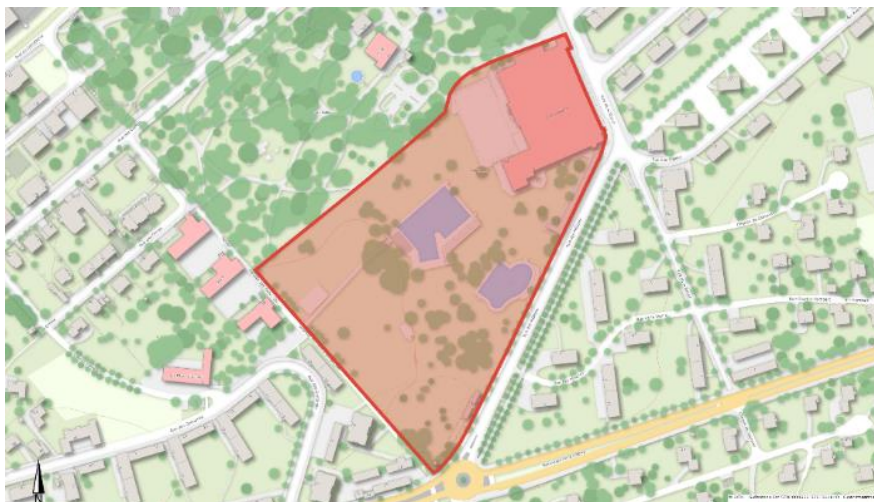
Les objectifs spécifiques visés sont les suivants :

- Une refonte attractive et complète du site et des patinoires afin de rationaliser son exploitation ;
- Une couverture de la piste extérieure actuelle, permettant une augmentation des heures de glace et son homologation en vue de pouvoir organiser des compétitions officielles ;

- Un plan de rénovation énergétique exemplaire et innovant comprenant la création d'une centrale profitant à la patinoire ainsi qu'à la piscine ;
- Une augmentation de la capacité d'accueil de 5400 à 6000 personnes.

3.2. Situation du projet

Le projet se situe sur le bien-fonds 17211, cadastre de La Chaux-de-Fonds.



3.3. Eléments principaux du programme du projet pour l'ingénieur CVSE selon la SIA 108

Liste des prestations Ingénieur CVSE		Chauffage / froid	Ventilation / climatisation	Sanitaire	Electricité	Coordination technique
4.3	Projet					Inclus dans CVC
4.31	Avant-projet	10%	12%	6%	6%	
4.32	Projet de l'ouvrage					
4.33	Procédure de demande d'autorisation / dossier de mise à l'enquête	20%	18%	20%	18%	
4.4	Appel d'offres					
4.41	Appels d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication	23%	23%	23%	21%	
4.5	Réalisation					
4.51	Projet d'exécution	23%	23%	23%	27%	
4.52	Exécution de l'ouvrage	14%	14%	18%	18%	
4.53	Mise en service, achèvement (part élimination des défauts = 1.5%)	10%	10%	10%	10%	
4.6	Exploitation					
4.61	Fonctionnement	Prestations à convenir spécifiquement				
4.62	Surveillance / contrôle / entretien					
4.63	Maintenance					
Total prestations ordinaires		100%	100%	100%	100%	

Détails des prestations pour chaque poste détaillé dans l'annexe 3 – Complément au cahier des charges général – Limite des prestations Ingénieurs CVSE.

3.4. Règlementation

Le soumissionnaire ou groupement de soumissionnaires a l'obligation de respecter les lois et les normes en vigueur durant toutes les phases de leur mandat (SIA 108, phase 7.7).

Sont applicables (liste non exhaustive) :

- Directives de la commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail (CFST) et de la caisse nationale d'assurance (SUVA) ;
- Normes, règlements et recommandations en vigueur de la Société suisse des ingénieurs et des architectes (SIA) ;
- Normes suisses VSS/SN/EN
- Prescriptions de protection incendies AEAI
- Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT)
- Ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT)
- Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB)
- Ordonnance sur la protection de l'air (OPair)
- Loi cantonale sur l'aménagement du territoire (LCAT) et son règlement d'exécution (RELCAT)
- Loi cantonale sur les constructions (LConstr.) et son Règlement d'exécution (RELConstr.)
- Loi cantonale sur l'énergie (LCEn) et son règlement d'exécution (RELCEn)
- Règlement d'aménagement communal (RAC)

3.5. Concept énergétique et développement durable

La nouvelle loi cantonale sur l'énergie (LCEn) adoptée le 1^{er} septembre 2020 et entrée en vigueur le 1^{er} mai 2021 devra impérativement être respectée.

La transformation du site de la patinoire des Mélèzes est une opportunité unique pour développer un nouveau concept énergétique global valorisant au maximum les sources d'énergies renouvelables mais surtout locales et ceci afin de viser une efficacité énergétique et une efficacité économique pour l'ensemble du site des Mélèzes.

Le soumissionnaire ou le regroupement devra intégrer et proposer dans le futur projet l'utilisation des matériaux locaux et/ou écologiques. Le souhait de la Ville de réaliser une construction respectueuse de l'environnement et de mettre en valeur les ressources régionales se traduira a minima par la réalisation d'une structure de toiture en bois.

Une enveloppe thermique ainsi qu'un système de ventilation et de déshumidification devront être proposés et mis en place afin de garantir une efficacité énergétique maximale, le confort des utilisateurs et spectateurs ainsi que de garantir la parfaite conservation de la structure en bois.

3.6. Contraintes ou données générales du projet

Dans le cadre du projet du site des Mélèzes, deux types de contraintes ont été identifiées, les contraintes générales, ainsi que les contraintes techniques :

- Contraintes générales
 - o Rénovation et transformation en site exploité
 - o Conservation des loges VIP et Goal Club
 - o Application des directives du cahier des charges du MO (*annexes 1, 2 et 3*)
 - o Implémentation des logements liés aux activités du site (camps, concours, stages, etc.)
 - o Renouvellement/ rehaussement de la toiture existante pour la patinoire principale ainsi que la couverture de la deuxième patinoire

- Intégration des contraintes COVID (organisation et gestion du mandat) et prise en compte des mesures techniques qui en découlent et qui pourraient perdurer à l'avenir
 - Dans la mesure du possible, préservation des diverses infrastructures actuelles (gradins, divers locaux, zones sanitaires, accès patinoires-piscine) et intégration harmonieuse de nouveaux éléments afin de présenter un rendu homogène correspondant à la nouvelle image souhaitée pour la patinoire
 - L'emploi du BIM est au gré du groupement de soumissionnaires et sous décision finale du Maître d'Ouvrage. Cette prestation sera chiffrée séparément (annexe R1)
 - En phase d'exécution, une présence de la DT technique au minimum de 3 fois par semaine est exigée (CVSE). Ces présences sont complétées selon la demande de la direction générale des travaux (sur appel de la DT générale)
- Contraintes techniques
- Conception de la couverture thermique complète et déshumidification des deux patinoires en tenant compte conditions climatiques particulières à l'intérieur de la patinoire (risque de brouillard)
 - Conditions climatiques particulières entre volume refroidi et les locaux adjacents chauffés ou tempérés (attention à la physique du bâtiment)
 - Concept ventilation générale à refaire
 - Travaux en étapes : l'entier de l'exploitation doit être maintenue (maintien de la glace au mieux selon le phasage des travaux et la planification de ces derniers), y compris l'accès des spectateurs aux événements en phases travaux
 - Interventions dans les locaux et mise en services par étapes / secteurs d'activités ;
 - Toiture photovoltaïque, pose des panneaux photovoltaïques en toiture et/ou en façade
 - Intégration des contraintes Ligue Nationale pour TV, presse et autres besoins spécifiques

4. ORGANISATION

4.1. Désignation du Maître d'Ouvrage

Ville de La Chaux-de-Fonds par le Conseil communal
 Espacité 1
 CP 370
 2301 La Chaux-de-Fonds

4.2. Désignation de l'organisateur

gamma SA
 Ch. des Maladières 22 / 2022 Bevaix

Les questions liées au déroulement de l'appel d'offres ne sont traitées que dans le cadre prévu par cette mise en concurrence. Le secrétariat ne répond pas aux questions par appel téléphonique.

5. PROCEDURE ET CONDITIONS DE PARTICIPATION

5.1. Type de procédure et aptitudes requises

La Ville de La Chaux-de-Fonds en tant que Maître d'Ouvrage et pouvoir adjudicateur a retenu une procédure d'appel d'offres organisée en procédure ouverte, soumis à l'AIMP et accords internationaux.

Chacune des parties composant un groupement sera jugée sur la base des critères d'aptitudes et de références, soit :

- L'adjudication est attribuée à l'offre économique la plus avantageuse, à savoir après évaluation qualitative et/ou financière de l'offre, en adéquation avec les attentes de l'adjudicateur
- Les compétences techniques et organisationnelles du soumissionnaire ou du groupement de soumissionnaires
- Les informations relatives aux compétences spécifiques et aux références des soumissionnaires
- Aux références similaires au présent marché sur des projets d'envergure (budget minimum de construction d'environ CHF 15 mio. CFC 1, 2 et 4 sans les honoraires)
- Selon la compréhension démontrée par le soumissionnaire concernant le cahier des charges et sa vision pour les solutions techniques proposées

En cas de rétractation, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de remplacer un soumissionnaire ou un groupement de soumissionnaires par un autre ayant participé à cette phase de présélection.

Le Maître d'Ouvrage attend de la part des groupements de soumissionnaires :

- Une expérience similaire dans la réalisation des rénovations d'immeubles en sites en exploitation
- Des projets réalisés en collaboration avec les administrations publiques
- Une capacité à gérer des projets complexes et de grande envergure avec aptitude de maîtrise des coûts, des moyens et des ressources durant toutes les phases du projet
- Une capacité de coordination et de collaboration avec les différents groupes de mandataires et des spécialistes en collaboration directe avec le MO et son délégué dans le but de garantir une réalisation qualitative du projet et en adéquation avec la complexité des tâches à réaliser.

5.2. Calendrier intentionnel de la procédure

Date de lancement de la procédure d'appel d'offres Ingénieur CVSE	Sem. 40, 08.10.2021
Visite du site	Sem. 43, 27-28.10.2021
Réception des questions	Sem. 44, 02.11.2021
Délai pour les réponses de l'adjudicateur	Sem. 45, 12.11.2021
Délais pour le retour des dossiers d'appel d'offres	Sem. 47 22.11.2021 à 12h
Ouverture des dossiers	Sem. 47, 22.11.2021 à 13h30
Audition éventuelle des candidats - séance de clarification (date à confirmer)	Sem. 49, 06.12.2021
Date de la décision d'adjudication	Sem. 50, 15.12.2021
Date envisagée pour la signature du contrat (début janvier)	Sem.2/3, mi-janvier 2022
Début des prestations	Sem. 3, 2022

5.3. Conditions de participation

Les groupements de soumissionnaires pourront participer à cet appel d'offres en remplissant au minimum une des conditions suivantes par l'un de leurs collaborateurs au moment du dépôt de l'offre :

- Être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, d'un diplôme des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) de l'Académie d'architecture de Mendrisio, ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence.
- Être inscrit au Registre des Architectes et Ingénieurs REG A ou REG B de la Fondation des registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement (<http://www.reg.ch/fr/statuten/>), ou à un registre officiel professionnel étranger jugé équivalent selon l'administration fédérale.

Le soumissionnaire ou le groupement doit en outre posséder les compétences, expériences et références suivantes :

- Maîtrise des études de projet et de direction des travaux de ce type de construction (patinoire en exploitation).
- Maîtrise des appels d'offres pour ce type d'objet en application de la législation sur les marchés publics, en particulier les procédures ouvertes et sur invitation.
- Maîtrise des démarches d'accompagnement de demande de permis de construire avec obligation de consulter et collaborer avec l'ECAP et les spécialistes feu afin de trouver des solutions constructives adaptées et qui répondent aux exigences particulières du site.

5.4. Modalité de remise des dossiers de candidature

Les offres doivent parvenir au plus tard dans le délai indiqué dans le calendrier intentionnel de la procédure, à savoir le **22 novembre 2021 à midi, le cachet postal ne fait pas foi**. Les candidats sont seuls responsables de l'acheminement et du dépôt de leur dossier de candidature à l'endroit indiqué,

par voie postale en recommandé ou en main propre.

Les dossiers seront rédigés en français, dûment remplis, datés et signés et seront retournés en deux exemplaires papier, complétés par un exemplaire numérique sur clé USB, sous pli fermé, à l'adresse suivante :

Ville de La Chaux-de-Fonds
Service des sports
Rue du Collège 11
Case postale 370
2301 La Chaux-de-Fonds

En cas de remise en main propre, les horaires d'accès au bureau susmentionné sont les suivants :

Lundi au vendredi : 08h30 - 12h00

L'enveloppe portera les mentions suivantes :

- Confidentiel
- Ne pas ouvrir
- Projet Patinoire des Mélèzes - AO Ingénieur CVSE
- Nom du soumissionnaire

Toutes les offres soumises au-delà de l'échéance seront exclues de la procédure.

Tout dossier déposé ne peut être ni retiré ni modifié, même s'il a été déposé avant la date limite de dépôt.

Les offres doivent être signées par toutes parties constituantes. Les signataires doivent être en mesure de pouvoir engager valablement leur propre partie.

5.5. Preuves et attestation à fournir par les parties composant la candidature

Par la signature de l'annexe P1 chaque partie confirme sur l'honneur qu'elle respecte toutes les exigences requises. Elle s'engage à fournir, sur demande de l'adjudicataire, les documents et attestations suivantes :

- ☐ Annexe P5 (*garanties financières et d'assurances*)
- ☐ Attestation AVS/AI/APG
- ☐ Attestation de paiement des allocations familiales (AF)
- ☐ Attestation de paiement de prévoyance professionnelles – 2ème pilier (LPP – retraite compl.)
- ☐ Attestation d'assurance accidents (SUVA – LAA)
- ☐ Convention collective de travail ou contrat type de travail
- ☐ Attestation de paiement des impôts à la source
- ☐ Inscription au Registre du commerce
- ☐ Attestation office des poursuites

Il est rappelé que le non-respect de l'une ou l'autre des conditions et/ou remise des documents obligatoires entraînera l'exclusion immédiate du soumissionnaire de la procédure de mise en concurrence, voire la résiliation du contrat en cours d'exécution du mandat sans dédommagement.

5.6. Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son offre dûment remplie et signée sous format papier en 2 exemplaires ainsi qu'une clé USB contenant l'ensemble des documents en format numérique non-protégé.

- ☐ Annexe P1 (*engagement sur l'honneur*)
- ☐ Annexe P4 (*caractéristiques du candidat ou du soumissionnaire*)
- ☐ Annexe P5 (*garanties financières et d'assurances*)
- ☐ Annexe P6 (*engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes*)
- ☐ Annexe P7 (*respect des conditions de travail internationales*)
- ☐ Annexe Q1 (*organisation qualité du soumissionnaire pour satisfaire les exigences du client*)
- ☐ Annexe Q2 (*organisation interne du soumissionnaire, sous la forme d'un organigramme structurel d'entreprise*)
- ☐ Annexe Q6 (*liste de références de services liés à la construction*)
- ☐ Annexe R1 (*montant de l'offre en rapport avec le cahier des charges*)
- ☐ Annexe R6 (*nombre, planification et disponibilité des moyens et des ressources pour l'exécution du marché*)
- ☐ Annexe R8 (*répartition des tâches et des responsabilités pour l'exécution du marché*)
- ☐ Annexe R9 (*qualifications des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché*)
- ☐ Annexe R13 (*qualités et adéquation des solutions techniques proposées pour l'exécution du marché*)
- ☐ Annexe R14 (*degré de compréhension du cahier des charges et des prestations à exécuter*)
- ☐ Documents complémentaires
 - Attestation AVS/AI/APG
 - Attestation de paiement des allocations familiales (AF)
 - Attestation de paiement de prévoyance professionnelles – 2ème pilier (LPP – retraite compl.)
 - Attestation d'assurance accidents (SUVA – LAA)
 - Convention collective de travail ou contrat type de travail
 - Attestation de paiement des impôts à la source
 - Inscription au Registre du commerce
 - Attestation office des poursuites

Il est demandé que l'ensemble de ces documents complémentaires soit rendu en même temps que le dossier de l'appel d'offres. Si toutefois, certaines pièces ne pouvaient pas être transmises à la date demandée, elles doivent parvenir à l'adjudicateur au plus tard avant la séance de clarification/audition prévue le **6 décembre 2021**.

En cas d'absence d'une des pièces, sauf documents complémentaires, le dossier du candidat est éliminé.

En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie.

Les offres non conformes seront écartées de la procédure et les soumissionnaires en seront avertis par courrier.

En cas d'incohérence entre les documents, la version papier fera foi.

Le soumissionnaire devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires.

Tous les documents devront être soigneusement agrafés, reliés ou intégrés sous un format A4, avec de manière visible soit sur la page de garde, soit sur la tranche et/ou sur la face principale, la raison sociale du soumissionnaire et le nom du marché mis en concurrence, ainsi que le nom de l'objet ou du projet s'il y en a un. L'ordre des documents doit permettre la recherche aisée de l'information.

5.7. Recevabilité du dossier de candidature

L'adjudicateur prendra en considération uniquement les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- Sont arrivés signés et datés dans le délai imposé dans le calendrier intentionnel de la procédure, dans la forme et à l'adresse fixée
- Sont accompagnés des attestations, preuves et documents demandés par l'adjudicateur et présentés dans la langue exigée par l'adjudicateur
- Sont remplis et complets selon les instructions et les indications de l'adjudicateur
- Sont présentés dans l'ordre (Cf. §5.6).

En cas de doute sur la recevabilité d'un dossier de candidature, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie par écrit auprès des candidats concernés.

5.8. Emolument

Aucun émolument n'est perçu pour la mise à disposition des documents de cet appel d'offres.

5.9. Motifs d'exclusion

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier, un groupement de soumissionnaires sera exclu de la procédure dans les cas suivants :

- S'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et/ou s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique ou sous forme papier
- S'il ne respecte pas les conditions de participation du présent document
- S'il ne fournit pas les attestations exigées
- S'il ne dépose pas, dans le délai fixé au chapitre 5.4, un dossier complet, daté et signé, à l'adresse indiquée

D'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

Les offres écartées ne sont pas évaluées. L'autorité adjudicatrice rend une décision d'exclusion motivée, notifiée par courrier à l'intéressé, avec mention des voies de recours.

5.10. Conflit d'intérêts et récusation

Le groupement de candidats annonce à l'adjudicateur, dès qu'il a connaissance d'un potentiel conflit d'intérêts, mais au plus tard lors du dépôt de son offre, si une des parties composant le groupement se trouve en conflits d'intérêts avec un des membres du comité d'évaluation des offres.

Un membre du comité d'évaluation ou de l'autorité adjudicatrice doit se récuser dès qu'il constate qu'il est en conflit d'intérêts potentiel avec un candidat ou une partie composant la candidature.

Le cas échéant, il appartient à l'adjudicateur, dans la mesure du possible, de remplacer le membre concerné.

5.11. Bureaux pré-impliqués et confidentialité

Les bureaux participant à l'étude initialement effectuée en 2016, à savoir Philippe Langel SA, GVH La Chaux-de-Fonds SA et Planair SA, sont, au regard de la loi sur les marchés publics, libres de participation. Ces derniers ne sont aucunement liés aux appels d'offres concernés aujourd'hui. L'étude effectuée en 2016 est jointe en annexe pour consultation.

Le Maître de l'Ouvrage, les membres du Comité d'évaluation ainsi que les collaborateurs et collaboratrices des bureaux concernés possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent.

5.12. Confidentialité

Toutes les personnes, entreprises et bureaux qui ont participé à la préparation et à l'organisation de la présente procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents d'appel d'offres, ou qui ne sont pas autorisés par l'adjudicateur à y participer, sont informées qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Ils ne peuvent donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'ils participent ou non à la procédure, sauf sur autorisation de la part de l'adjudicateur ou de l'organisateur après consultation de l'adjudicateur, ceci pour autant que tous les candidats en soient informés dans le même délai.

Le fait qu'une partie composant un candidat ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres candidats représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure. L'adjudicateur se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts s'il estime que cela a nui à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela lui a apporté un préjudice important.

Tous les groupements de soumissionnaires qui auront déposé une offre s'engagent à un devoir de réserve et à ne pas le rendre public avant l'annonce officielle des résultats. Les soumissionnaires seront informés par écrit des résultats. Le Maître d'Ouvrage n'est pas tenu de consulter préalablement les auteurs des projets en cas de publication.

5.13. Indemnisation

L'élaboration du dossier de candidature ne donne droit à aucune indemnisation. Dans ce cas, le groupement de soumissionnaires ne peut pas faire valoir quelconque note de frais, dédommagement ou autre indemnisation auprès de l'adjudicataire pour les démarches entreprises en rapport avec la procédure ou pour la remise de son dossier de candidature.

5.14. Association

L'association d'entreprises (consortium) ou de bureaux est admise pour les prestations concernées, c'est-à-dire électricité, chauffage/ froid, ventilation/climatisation et sanitaire.

Il est à la libre appréciation de chaque bureau de participer seul ou en association avec d'autres bureaux comme pool de mandataires pour mieux répondre au présent appel d'offres.

Le Maître d'Ouvrage attribuera le présent mandat à un seul mandataire ou pool pluridisciplinaire regroupant toutes les prestations selon les compétences démontrées à travers leur offre (compétences, références, organisation et critères financiers).

Les offres partielles qui ne regroupent pas toutes les prestations (CVSE) ne seront pas retenues et seront automatiquement exclues.

En cas d'association d'entreprises (consortium) ou de bureaux, toute entité constituant le groupement doit être identifiée (Annexe P4) et devra respecter toutes les conditions de l'appel d'offres. La sous-traitance, à n'importe quel moment de la procédure, n'est, quant à elle, pas admise et par conséquent sera motif d'exclusion.

5.15. Montant déterminant

Le montant global des travaux sera défini lors de l'établissement de l'avant-projet de l'ouvrage dans la phase SIA 4.31 et fera partie intégrante des prestations du futur mandat d'architecte pour la partie bâtiment. Selon les premières évaluations, une enveloppe budgétaire a été estimée à env. CHF 25 / 30 mio. regroupant tous les CFC de construction. (CFC 1, 2, 4, 5, 6 honoraires et 9 équipements sportifs).

S'agissant de l'enveloppe budgétaire décidée par le maître d'ouvrage, le futur groupement lauréat devra tout mettre en œuvre, en collaboration avec les autres spécialistes ainsi que le MO et son délégué, en vue de respecter cette contrainte financière d'importance majeure.

L'offre d'honoraires du futur lauréat correspond à un montant plafond qui ne pourra pas être dépassé ni être revu en cas d'adaptation du coût de l'ouvrage, enveloppe budgétaire donnée à titre indicatif.

Les montants B ont été estimés – voir annexe 3, CF. § 3.1

5.16. Montant de l'offre financière

L'offre financière, calculée sur le nombre d'heures prévu pour l'exécution du mandat, sera indiquée exclusivement sur le document **annexe R1**, seul document qui sera pris en compte pour l'attribution de la note du critère prix.

Chaque mandataire constituant le groupement doit fournir les documents suivants :

- 1 détail des heures relatif à la spécialisation (C/V/S/E), SIA 108 complète
- 1 récapitulatif calcul des honoraires pour spécialisations

Le soumissionnaire ou groupement ne peut prétendre à des honoraires supplémentaires dû à la complexité des différentes techniques mise en œuvre après la forme et le projet définitif approuvé par le Maître d'Ouvrage et qui respecte le présent document du cahier des charges. Aussi, il convient de prendre bien connaissance du présent cahier des charges et de son application. Certains aspects de ce dernier seront développés durant les phases 31-32 avec l'ensemble des mandataires, l'exploitant et les utilisateurs. Il est du ressort du soumissionnaire d'approfondir et faire appel aux questions auprès du Maître d'Ouvrage afin de clarifier quelconque doute avant l'attribution du mandat.

Aucun renchérissement de l'offre (montant B) ne sera accepté après adjudication, sauf demande

complémentaire clairement définie et spécifiée par le Maître d'Ouvrage.

5.17. Nombre d'offres admises

Dans le cadre du présent marché, un mandataire, une entreprise ou une société, ainsi qu'un consortium d'entreprises ou une association de bureaux, le cas échéant, ne peut déposer qu'une offre en qualité de soumissionnaire. Les bureaux ou entreprises portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Les bureaux ou entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au soumissionnaire concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres soumissionnaires portant ou non la même raison sociale.

Le non-respect de ces exigences amènera l'adjudicateur à prendre une décision d'exclusion des offres concernées.

5.18. Offres partielles

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

5.19. Propriété et confidentialité des documents et informations

Les documents qui sont remis par l'adjudicateur aux soumissionnaires restent confidentiels pour la durée de la procédure jusqu'à et y compris l'extinction complète de toute voie de recours. Ils demeurent la propriété de l'adjudicateur.

Tous les documents déposés par le soumissionnaire dans le cadre de son offre, sont la propriété exclusive de l'adjudicateur. Lors du dépôt de son offre, il appartient au soumissionnaire d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

L'adjudicateur conservera les offres de tous les soumissionnaires tant que ne sont pas éteints tous les droits de recours.

Il est rappelé que l'adjudicateur doit conserver les documents de l'offre de l'adjudicataire pour une durée minimale de 3 ans suite à la décision d'adjudication notifiée par écrit.

5.20. Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 12 mois à compter de la date du dépôt de l'offre

Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage peut solliciter auprès de chaque groupement de soumissionnaires une prolongation du délai de validité de son dossier.

En cas de recours, les conditions resteront bloquées d'autant jusqu'au jugement rendu et appliqué par le tribunal de première instance, mais au maximum pour une année à compter du jour de l'ouverture des dossiers.

Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par les candidats durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision de sélection et par la suite la décision d'adjudication. La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du candidat, voire sur une erreur essentielle au sens de l'art. 24, alinéa 1, chiffre 4 du Code des obligations (CO).

5.21. Variante

Les variantes ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication.

5.22. Marché divisé en lots

Le présent marché n'est pas divisé en lots.

Il s'agit d'un appel offres des prestations complètes ing. CVSE, voir (CF.§ 3.3)

5.23. Devise monétaire

La devise monétaire officielle est le Franc suisse (CHF). Cette devise s'applique sur toute la durée de la procédure et de l'exécution du marché.

5.24. Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, le montant de l'offre est considéré hors taxes (HT). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché.

Le critère du prix sera évalué et noté hors taxes (HT).

Il est rappelé que l'adjudicateur estime la valeur du marché par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

Le pouvoir adjudicateur doit évaluer le prix des offres en tenant compte de la TVA lorsque celle-ci est applicable.

En cas d'exonération, il appartient au soumissionnaire concerné d'apporter la preuve de l'exonération (références légales à l'appui).

Cela signifie que les prix pratiqués par les prestataires ordinaires, non exonérés, comprennent un montant de TVA, alors que le prestataire exonéré proposera une offre sans la TVA.

5.25. Langue officielle de la procédure

La langue officielle acceptée dans le cadre du projet de la Patinoire des Mélèzes est le français, y compris pour toute la documentation, les plans élaborés par l'adjudicataire ainsi que pour toutes les correspondances et les séances durant la phase de réalisation.

La langue officielle pendant la durée de la procédure pour toutes les informations, auditions et échanges est le français. Tous les documents, requis qui seront analysés par le comité doivent être rédigés en français faute de quoi la note qui leur sera attribuée sera 1, indépendamment de la qualité du document.

6. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

6.1. Bases légales

Les normes juridiques applicables sont notamment :

- Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP), dans sa nouvelle teneur du 30 mars 2012 en vigueur pour la Suisse depuis 1^{er} janvier 2021
- Accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur certains aspects relatifs aux marchés publics entré en vigueur le 1^{er} juin 2002
- Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (LCart) du 6 octobre 1995 (RS 251)
- Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19 décembre 1986, (RS 241)
- Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 6 octobre 1995 (RS 943.02)
- Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25 novembre 1994 et 15 mars 2001 (RSN 601.71)
- Loi cantonale sur les marchés publics LCMP (Neuchâtel) du 23 mars 1999 (RSN 601.72)
- Règlement d'exécution de la Loi cantonale sur les marchés publics (RELCMP du 3 novembre 1999).

Les textes légaux peuvent être téléchargés auprès de la Chancellerie de l'Etat ou téléchargés sur le site Internet www.simap.ch

6.2. Engagement de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- Traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- Interdire, l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- Organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- Assurer la transparence de la procédure ;
- Garantir un déroulement optimal de la procédure.

6.3. Inscription à la procédure

Le dossier complet est à télécharger via le site internet SIMAP.CH.

Dans le cas où l'organisateur souhaite informer le soumissionnaire d'un rajout et/ou d'une modification des documents téléchargeables, le soumissionnaire est responsable de remplir correctement son inscription via SIMAP et assumera les conséquences d'une inscription partielle ou d'une inscription dont les coordonnées n'existent pas ou sont périmées.

6.4. Calendrier des phases principales de la procédure

Selon calendrier (Cf. §5.2).

6.5. Visite du site d'exécution

Une visite sera organisée le **27 et 28 octobre 2021**. Les plages seront attribuées en fonction du nombre des inscrits. La visite durera 1h30 maximum et sera menée par le responsable technique de la patinoire. 5 plages sont réservées pour chaque jour comme ci-après :

Plage 1 08h00 – 09h30

Plage 2 10h00 – 11h30

Plage 3 13h00 – 14h30

Plage 4 15h00 – 16h30

Plage 5 17h00 – 18h30

La visite est obligatoire pour le soumissionnaire ou le groupement qui désire déposer une offre et elle se fait uniquement sous inscription.

Les inscriptions devront être transmises par e-mail à ao.patinoire@gammasa.ch, jusqu'au **mercredi 20.10.2021 au plus tard**.

Elles doivent contenir les informations suivantes : le nombre de participants qui seront présents ainsi que les prénoms, noms et qualifications dans le cadre du projet.

Les invitations concernant l'attribution de la plage horaire spécifique seront transmises en retour par courriel le **21.10.2021**.

La visite sera validée sous signature par la/les personne(s) représentant le soumissionnaire et/ou le groupement pluridisciplinaire et en cas de défaut, sera motif d'exclusion.

6.6. Délai pour poser des questions

Les questions éventuelles sont à déposer par écrit sur le site internet SIMAP.CH et doivent parvenir au plus tard **le 2 novembre 2021**.

Chaque question doit être posée séparément dans l'encart prévu à cet effet sur le site SIMAP.CH. Elles doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur.

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées sur SIMAP.CH dans le délai fixé et ne traitera aucune demande par téléphone ou par courrier.

Ce dernier répondra aux questions sous la forme d'un fichier qui pourra être téléchargé sur le site Internet SIMAP.CH à compter du 1^{er} octobre 2021 au plus tard.

Dans ce sens, l'adjudicateur recommande aux soumissionnaires de conserver leur code d'accès au site Internet fourni par ce dernier après que le soumissionnaire s'y soit inscrit.

6.7. Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des offres.

L'ouverture des offres aura lieu **le 22 novembre à 13h30** dans les locaux de l'adjudicateur. L'ouverture des offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite. L'ouverture des offres fera l'objet d'un procès-verbal qui sera communiqué à la demande, dès l'analyse des offres terminée et avant l'adjudication.

6.8. Contrôle de conformité

Le comité d'évaluation ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation (Cf. § 5.6).

6.9. Clarification des offres / Audition des candidats

Après ouverture des offres, l'adjudicateur pourra être amené à demander des précisions aux bureaux soumissionnaires. Ceux-ci pourront éventuellement être invités à venir présenter leur offre sans rémunération ni dédommagement et répondre aux questions éventuelles de l'adjudicateur.

L'adjudicateur se réserve le droit de réaliser autant de séances de clarification qu'il le souhaite et au lieu qu'il détermine librement. Il se réserve le droit de n'auditionner que les soumissionnaires qui ont des chances objectives d'obtenir le marché et/ou dont le dossier nécessite des clarifications.

L'adjudicateur informera ultérieurement le soumissionnaire de l'objet, de l'heure et du lieu, de la durée et des conditions de son audition.

Avant, pendant et après la séance de clarification, le soumissionnaire ne pourra pas modifier son offre, au risque de se voir exclure de la procédure, à moins que l'adjudicateur le demande expressément à tous les soumissionnaires et que cela ne constitue pas une forme de négociation de l'offre.

La séance de clarification fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Le procès-verbal mentionnera également le lieu, la date, la durée et les noms des personnes présentes. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres soumissionnaires et fera partie intégrante du contrat conclu avec l'adjudicataire.

Dans le cadre de l'organisation d'éventuelles séances de clarification, nous vous prions de pré réserver la date du **6 décembre 2021** (date encore à confirmer).

6.10. Evaluation des offres

Le MO confie la sélection des mandataires au comité d'évaluation.

Le comité d'évaluation des offres est composé des membres suivants :

M./Mme	Nom et prénom	Titre / fonction / profession
Monsieur	Brechbühler Thierry	Conseiller communal
Monsieur	Guilhen Antoine	Architecte communal
Monsieur	Aeberhard Rolf	Chef du Service des sports
Monsieur	Bueche Nicolas	Délégué HCC, ing. civil
Monsieur	Sanglard Yannick	Expert externe, ing HES
Monsieur	Stauffer Yanick	Délégué au marketing urbain / commerce, immobilier et foncier
	gamma sa Gavillet Olivier Constantinescu Lucian	Consultatif, sans droit de vote, organisateur de la procédure

Suppléant(s) :

M./Mme	Nom et prénom	Titre / fonction / profession
Monsieur	Huguenin-Elie Théo	Conseiller communal
Monsieur	Duc Grégory	Délégué HCC
Madame	Sébastien Nelly	Adjointe au chef du service des sports
Monsieur	Schneider Pierre	Ingénieur communal

6.11. Critères d'évaluation des dossiers de candidature

L'analyse d'évaluation s'effectuera selon les indications demandées et fournies par les groupements de soumissionnaires qui s'abstiendront de remettre tout document non demandé.

Sans ordre d'importance, les critères d'évaluation sont les suivants :

CRITERES & ELEMENTS D'APPRECIATION	POIDS DES ELEMENTS D'APPRECIATION	PONDERATION DU CRITERE
1- COÛTS DES PRESTATIONS OFFERTES <ul style="list-style-type: none"> Coût de la prestation offerte et nombre d'heures nécessaires pour l'exécution du marché (annexe R1) 	Prix : 25% Heures prévues : 10%	35%
2- ORGANISATION DU SOUMISSIONNAIRE <ul style="list-style-type: none"> Organisation qualité du soumissionnaire pour satisfaire les exigences du client (annexe Q1) Organisation interne du soumissionnaire (annexe Q2) Planification des moyens (annexe R6) Répartition des tâches et responsabilités pour l'exécution du marché (annexe R8) Qualification des personnes clés pour l'exécution du marché (annexe R9) 	5% 5% 5% 10% 10%	35%
3- QUALITES TECHNIQUES DE L'OFFRE (compréhension cahier des charges) <ul style="list-style-type: none"> Qualités et adéquation des solutions proposées pour l'exécution du marché (annexe R13) Degré de compréhension du cahier des charges (annexe R14) 	10% 10%	20%
4- REFERENCES <ul style="list-style-type: none"> Référence (annexe Q6) 		10%

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les documents de l'offre, ainsi que sur les indications fournies par les soumissionnaires et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux soumissionnaires préalablement.

L'adjudication est attribuée à l'offre jugée « la plus performante », les offres portant sur des prestations intellectuelles sont évaluées principalement sur la base des critères qualitatifs.

6.12. Barème des notes

L'organisateur utilise le barème des notes du « Guide romand pour les marchés publics ». L'échelle de notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). A part pour l'évaluation du prix et du temps consacré (annexe R5) qui sera notée jusqu'au centième (par exemple 3.46), un critère ou sous-critère qualitatif sera noté jusqu'à la demi-note (par exemple 3.5). Il est rappelé qu'une évaluation d'un critère ou d'un sous-critère peut être faite autant en rapport avec les exigences du marché qu'en comparaison entre les soumissionnaires.

Chaque membre d'un groupement sera noté indépendamment selon sa spécialisation.

Vous trouvez ci-dessous les appréciations générales déterminant chaque note :

Annexe T1

Échelle de notes	
0	Candidat ou soumissionnaire qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
1	Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2	Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
3	Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats ou soumissionnaires
4	Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats ou soumissionnaires, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
5	Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats ou soumissionnaires, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

CROMP – Guide romand pour les marchés publics *Version du 1^{er} mai 2020*

La note attribuée à un critère est faite sur la base d'une analyse globale de l'ensemble des documents exigés par critère. Lorsqu'une information ou un document demandé-e n'est pas produit-e, l'adjudicateur se réserve le droit d'exclure l'offre de la procédure en raison de son caractère incomplet.

6.13. Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode asymptotique suivante **T2** : montant de l'offre la moins-disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins-disante.

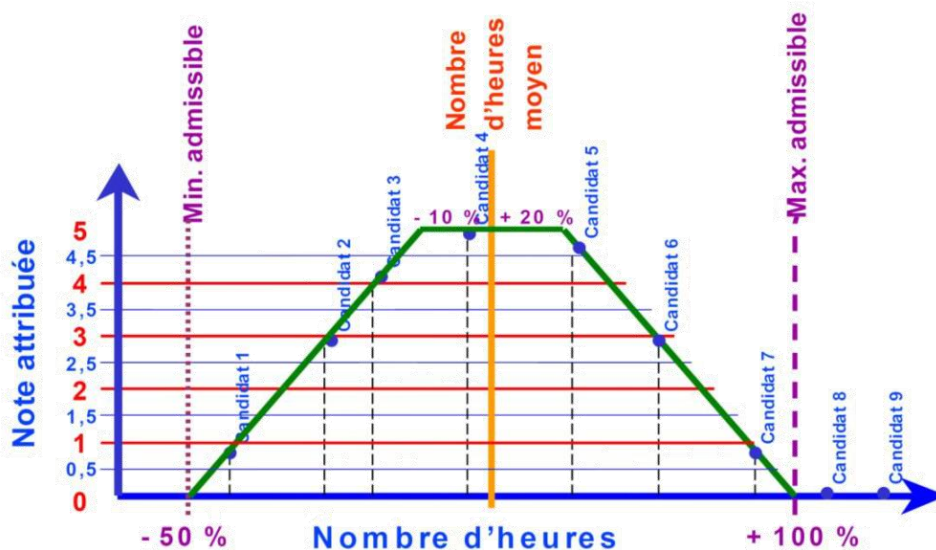
$$\text{Note offre}_x = \left(\frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre } x} \right)^2 \times 5$$

6.14. Notation des heures de travail

La notation du temps consacré pour l'exécution du marché se fera selon la méthode **T4** du Guide romand, en tenant compte de la moyenne du nombre d'heures totales proposées par le candidat pour exécuter le marché.

Plus le soumissionnaire s'éloigne de la valeur moyenne, moins bien il sera noté. L'adjudicateur fixe de part et d'autre de la moyenne un pourcentage de -10% à +20% à partir duquel le nombre d'heures proposé par un soumissionnaire recevra une note dégressive.

La note 0 est attribuée à un nombre d'heures ou de jours qui est au-delà d'un pourcentage de -50% à +100% de part et d'autre de la moyenne. Le nombre d'heures moyen peut être estimé par l'adjudicateur ou tiré de la moyenne des heures offertes par les soumissionnaires pour autant que ceux-ci soient au minimum de 5.



CROMP – Guide romand pour les marchés publics

6.15. Modifications de l'offre

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur.

A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmis à l'adjudicateur.

6.16. Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

L'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas en question la nature du marché et plus de 20% de l'importance du marché, voire que cela ne porte que sur des questions de détail ou d'aspects secondaires.

En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel.

6.17. Interdiction des négociations

L'interdiction des négociations concerne les procédures sur invitation, ouverte et sélective. Elle n'empêche par ailleurs pas l'adjudicateur de procéder à une épuration des offres aux fins d'être en mesure de les comparer de manière objective. En conséquence, jusqu'à et y compris la décision d'adjudication, l'adjudicateur ne procèdera à aucune négociation de l'offre, tant sur les prestations offertes que sur les conditions financières offertes ou sur les prix offerts. Si nécessaire, il peut inviter chaque soumissionnaire concerné à fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition.

6.18. Contrôle et explications de l'offre

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul peuvent être corrigées.

Une erreur de calcul manifeste du prix unitaire ou global, ainsi qu'un prix unitaire ou global manifestement trop bas doit être vérifié au préalable auprès du soumissionnaire concerné, notamment par le fait que ses prix n'ont aucun rapport avec ceux pratiqués habituellement ou avec ceux offerts par les autres soumissionnaires. Le soumissionnaire devra apporter tout justificatif utile à la compréhension de ses prix.

Si l'adjudicateur estime que les justificatifs apportés par le soumissionnaire démontrent clairement et de manière évidente que le soumissionnaire ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du soumissionnaire pour juste motif. La décision d'exclusion intervient d'office pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier. Dans le cadre de la vérification des prix auprès du soumissionnaire, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le soumissionnaire ne confirme pas ses prix ou si ce dernier annonce fermement et de manière définitive une modification de ses prix. Le cas échéant, l'adjudicateur se réserve le droit d'engager une procédure en dommage et intérêts.

6.19. Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux soumissionnaires qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable. Chaque soumissionnaire recevra en sus un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les notes de l'adjudicataire et de tous les soumissionnaires dont l'offre n'a pas été exclue.

6.20. Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout soumissionnaire qui n'est pas l'adjudicataire du marché peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre.

Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du soumissionnaire qui a l'intention de déposer un recours.

6.21. Voies de recours

Le soumissionnaire est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- L'appel d'offres (à compter de la date d'envoi) ;
- La décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- La décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente soit le Tribunal administratif cantonal dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision.

6.22. Litiges et for juridique

A défaut d'accord entre les parties, les litiges seront jugés par les tribunaux ordinaires. Le for se situe à La Chaux-de-Fonds

6.23. Conclusion du contrat suite à la décision d'adjudication

Les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour l'adjudication. Les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et, le cas échéant, sur les propositions d'optimisation, émises dans le cadre de la procédure. Une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à conclure le contrat avec l'adjudicataire. Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel de la part de l'adjudicateur, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le mandataire sera rémunéré au forfait, par phase de prestation réellement exécutée.

Les montants offerts sont considérés bloqués sur la base du devis fourni dans l'offre, indépendamment du coût final et de la durée effective des travaux. Aucune revendication d'honoraires supplémentaires ne sera admise à cet égard.

Le montant de l'offre est traité comme un prix global par prestations. Les offres complémentaires validées par le MO seront rémunérées au tarif horaire moyen calculé sur l'offre de base.

6.24. Début des prestations

Le soumissionnaire s'engage à débiter les prestations dès l'adjudication et après le délai de recours usuel, soit selon le planning (CF. §5.2) en janvier 2022. Toutefois, en fonction de l'évolution du projet et des éventuels recours ou retards pouvant subvenir dans ce type de procédure, le calendrier peut subir

quelques légères modifications. L'adjudicateur prévoit cependant les effectifs adéquats pour un démarrage différé si cela devait être le cas.

6.25. Modalités de paiement

Selon contrat qui sera émis ultérieurement.

6.26. Révocation de l'adjudication

L'adjudication peut être révoquée aux mêmes conditions que celles prévues pour l'exclusion de l'offre à l'article 21 de la LCMP.

6.27. Interruption, répétition et renouvellement de la procédure

Pour des raisons importantes et parfaitement justifiées par écrit aux soumissionnaires, l'adjudicateur peut interrompre, répéter ou renouveler la procédure. Notamment lorsque : aucune offre satisfaisant les exigences techniques et les critères définis dans les documents d'appel d'offres ou dans l'appel d'offres n'a été déposée ; en raison de modifications des conditions-cadres ou marginales, des offres plus avantageuses sont attendues, les offres déposées ne permettent pas de garantir une concurrence efficace ; toutes les offres dépassent le montant du crédit prévu ou octroyé à cet effet; le projet est modifié ou retardé de manière importante.

L'adjudicateur pourra également mettre fin à la procédure en cas de non-obtention des crédits nécessaires à la réalisation de l'objet du marché à n'importe quel moment de la procédure ou en cas de non-obtention du permis de construire.

7. ENGAGEMENTS DES PARTIES COMPOSANT LA CANDIDATURE

En signant la page de garde et en déposant leur dossier, tous les membres de la candidature certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Le référent de chaque candidature peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions, et dans le même délai que pour le dépôt du dossier. Les parties prennent, par ailleurs, aussi les engagements suivants :

- a) Elles confirment que les indications, informations et preuves fournies dans et avec leur dossier de candidature sont exactes et conformes à la réalité
- b) Elles acceptent que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec leur dossier de candidature (confidentialité assurée par l'adjudicateur)
- c) Elles garantissent l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les associations de bureaux ou membres d'un consortium, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant
- d) Elles garantissent le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores
- e) Elles acceptent que leur résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres candidats sous la forme d'un tableau récapitulatif
- f) Elles confirment que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité

- g) Elles confirment avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, elles s'engagent à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans leur offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres
- h) Elles mettent en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'elles mettent à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'elles ne s'exécutent pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié
- i) Elles confirment qu'elles ne font pas l'objet d'une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; Elles garantissent également que tel n'est pas le cas pour les associations de bureaux ou membres d'un consortium, fournisseurs ou transporteurs auxquels elles entendent faire appel
- j) Elles respectent la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les associations de bureaux ou membres d'un consortium, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant
- k) Elles respectent les exigences relatives à la directive MSST 6508 en matière de personnel spécialisé (PERCO et Ingénieur sécurité selon l'importance et le type d'entreprise), ceci y compris pour les associations de bureaux ou membres d'un consortium, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant
- l) Elles créeront une société simple selon le Code des Obligations et/ou le contrat de société SIA 1001/2 (2014) s'il y a une association de mandataires, un consortium d'entreprises ou de fournisseurs. Le cas échéant, elles fourniront également, sur demande l'organigramme opérationnel qui définit les liens hiérarchiques et la répartition des responsabilités entre partenaires cosolidaires
- m) Elles mettront en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat
- n) En remplissant leur offre, elles ont tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc aux soumissionnaires de poser toute question d'éclaircissement. Les soumissionnaires ne pourront donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de leur offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis
- o) Elles acceptent que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques
- p) Elles acceptent que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des dossiers, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela peut conduire à une absence de véritable concurrence ou à la restreindre, notamment si aucune candidature n'a obtenu au moins la moitié des points possibles ou s'il ne reste plus qu'un seul candidat jugé apte
- q) Elles font preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre candidat ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.